



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 21 février 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'exposés concernant plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici la traduction APS:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finance islamique: près de 500 milliards de DA de dépôts à août 2022

La valeur des dépôts enregistrés au niveau des banques et établissements financiers publics et privés dédiés à la finance islamique a atteint les 500 milliards de DA à l'échelle nationale depuis le lancement officiel de l'opération en 2020 à fin août 2022, a révélé, lundi à Tipasa, le Directeur général du crédit et de la réglementation bancaire à la Banque Centrale, Abdelhamid Bouldanine.

Journée internationale de la justice sociale : Salaires, pensions, développement local, enseignement, santé, logement... Une priorité de l'Algérie nouvelle

L'Algérie, rappelant-le, est le premier pays à adopter la Journée mondiale de la justice sociale juste après sa proclamation le 20 février par l'Assemblée générale des Nations unies. Sur ce plan, les institutions en charge de la consolidation et de la promotion des acquis sociaux inscrivent leurs actions conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatifs au renforcement de la politique sociale de l'État, comme consacré dans la Déclaration du 1er novembre 1954.

Etat social

Une politique sociale efficiente et équitable se base, entre autres, sur une consolidation du pouvoir d'achat du citoyen avec une évaluation des niveaux de salaires dans le secteur économique et la Fonction publique. Le gouvernement a, dans ce sens, mis, à juste titre, l'accent sur une politique salariale conciliant à la fois les dimensions sociale et économique et orientée vers la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Conseil des ministres/Le président de la république instruit les ministres impliqués dans la préparation du ramadhan : «Renforcez les contrôles!»

Toutes les institutions de la République concernées par le mois sacré devront se mobiliser sur ordre du chef de l'état. Le mois de Ramadhan, les grands projets industriels structurants et le développement des réseaux ferroviaires.

Justice sociale : Indicateurs au vert!

La question de la justice sociale est d'une grande importance et c'est l'essence même des orientations politiques, sociales et économiques voulues par le chef de l'état. L'Algérie a célébré, hier, la Journée mondiale de la justice sociale. Une célébration qui intervient dans un contexte marqué par la poursuite des efforts de l'État pour la consolidation des acquis sociaux en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen.



Indice des prix à la consommation : L'inflation persiste

Alors que le mois sacré du Ramadhan approche à grands pas, les consommateurs algériens ressentent une tension sur certains produits de large consommation. Décidément, le marché national des produits de consommation n'en fait qu'à sa tête. Selon une étude réalisée par l'Office national des statistiques ONS, le rythme global d'inflation est passé de +7,2% en 2021 à +9,3% en 2022, rapporte le document de l'Office.



Les prix du pétrole démarrent la semaine en hausse : Le baril enclenche la première

Le Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en avril affichait, 84,12 dollars à 15h40. Soit 1,07 dollar de plus que la séance précédente. Les cours de l'or noir ne pouvaient espérer meilleur scénario. Ils s'apprêtaient à enregistrer, hier, leur première hausse de la semaine après les pertes significatives de la semaine passée. sur fond d'espoir de reprise de la demande chinoise et d'interrogations quant à de futures hausses des taux de la Fed.



Finance islamique : 50 milliards de dinars déposés dans les banques publiques

Le dernier bilan remontant à novembre 2022 fait ressortir que depuis 2020, on recense l'ouverture de 294 guichets dédiés à la finance islamique dans les banques publiques sur un ensemble de 470 guichets islamiques dans toutes les banques exerçant en Algérie.



Pouvoir d'achat : La FAC appelle à la libéralisation du marché

L'approche du mois de Ramadhan nécessite la réorganisation des priorités en mettant en place de nouveaux dispositifs afin de maîtriser les fluctuations du marché. Il s'agit de rouvrir le marché à l'importation de certains produits très demandés. C'est ce qui ressort de l'intervention du président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Zaki Hariz.



Salaires en Algérie : tout ce qu'il y a à retenir sur les nouvelles grilles indiciaires

Retrouvez, dans la suite de cette édition du 20 février 2023, tous les détails sur les nouvelles grilles indiciaires en Algérie. Apprenez tout, dans les lignes qui suivent. En Algérie, la Direction générale de la fonction publique (DGFP) a levé le voile sur l'instruction ministérielle qui porte sur les mesures de la revalorisation des salaires grâce aux nouvelles grilles indiciaires. Sachant que celles-ci concernent les fonctionnaires et les agents contractuels. Ainsi que les titulaires de postes supérieurs dans l'État.



Conseil des ministres: L'approvisionnement durant le Ramadhan au menu

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier lundi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à la présentation d'exposés concernant plusieurs secteurs, et aux mesures d'approvisionnement pour le mois de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République.



Agroalimentaire: Des mesures au profit des investisseurs

Qualifiées de «filières stratégiques» par les pouvoirs publics, «les industries agroalimentaires ont réalisé 500 millions de dollars d'exportations en 2022 et sont en attente d'une loi qui assurera à leurs investisseurs potentiels l'accès au foncier et **des prêts bancaires à des taux bonifiés**».



تشمل اعتمادات مناصب الشغل: كفيات ممارسة الرقابة على ميزانية الدولة

حددت وزارة المالية كفيات ممارسة الرقابة على ميزانية الدولة، وتشمل العملية، رقابة اعتمادات مناصب الشغل المالية، والتأكد من الطابع الدائم للتغطية المالية للبرمجة، وتوافق مشاريع الالتزام مع النفقات مع هذه البرمجة.



الشيخ محمد المأمون القاسمي: الصيرفة الإسلامية ترفع الحرج عن المسلمين

قال الشيخ محمد المأمون القاسمي في كلمة وجهها إلى مؤتمر تبيازة الدولي للمالية الإسلامية، المنعقد بعنوان: "الصناعة المالية الإسلامية في الجزائر ومتطلبات الريادة: الأسس والآفاق".



في غضون 3 سنوات على الأكثر وفق توقعات خبراء: الصيرفة الإسلامية بالجزائر مرشحة لتجاوز تجربة ماليزيا

افتتحت الإثنين بالمركز الجامعي مرسلي عبد الله بتبيازة ، اشغال المؤتمر الدولي للمالية الاسلامية في طبعته الخامسة والذي ينظمه مخبر الدراسات في المالية الاسلامية و التنمية المستدامة بمعهد العلوم الاقتصادية و التجارية و علوم التسيير بالتعاون مع المجلس الاسلامي الاعلى و الاكاديمية العالمية للبحوث الشرعية في المالية الاسلامية بماليزيا يومي 20 و 21 فيفري الجاري بمشاركة اساتذة وخبراء من داخل وخارج الوطن.

LOI ORGANIQUE RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU PARLEMENT

7 amendements au texte initial

Présenté en septembre dernier, le projet de loi modifiant la loi organique n°16-12 du 25 août 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement sera, enfin débattu, aujourd'hui mardi et demain mercredi, en plénière de la Chambre basse du Parlement.

Les membres de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale viennent d'achever l'étude de l'avant-projet de loi modifiant la loi organique n°16-12 du 25 août 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le Gouvernement.

Un texte dont certaines dispositions ont, depuis, fait des vagues parmi les parlementaires tant, estiment-ils, leur mission d'institution de contrôle de l'action de l'exécutif est remise en cause. Ceci dit, la plus «significative» de ces disposi-

tions de la «discorde», celle interdisant aux parlementaires des deux Chambres de réclamer de l'exécutif des informations ou documents relatifs aux «intérêts vitaux de l'économie nationale» serait retirée de la mouture initiale, avons-nous appris, hier lundi, au niveau de l'hémicycle parlementaire et ne figurerait pas dans le rapport préliminaire élaboré par ladite commission au bout de ses nombreuses auditions d'experts et autres spécialistes.

C'est ainsi que l'article 87 bis 1 dudit texte a été élagué du passage «incriminé» puisqu'il stipule qu'il «n'est pas concerné par l'application des dispositions de l'article 87 bis, les informations et documents revêtant un caractère secret

et stratégique en relation avec la défense nationale, la sûreté de l'État, intérieure et extérieure, aux intérêts vitaux de l'économie nationale, et ceux en lien avec des faits qui sont sous le coup d'une procédure judiciaire».

L'article 87 bis stipule, pour rappel, que «le gouvernement remet au Parlement, dans l'exercice de ses missions de contrôle, les documents et informations qu'il demande» et que le membre du Parlement «s'engage à ne pas diffuser, dans n'importe quel média, les informations ou documents qui sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts de l'État et à l'ordre public».

Et cet amendement de l'article 87 bis 1 est le septième à être apporté au texte initial. C'est le cas de l'article 37 bis 1 dont la version retenue par ladite commission porte les délais d'études des textes de loi ayant un «caractère urgent» à 15 jours, alors qu'il était de 10 jours dans la version initiale. Des délais prorogés pour permettre une lecture «plus approfondie» des

textes législatifs.

L'article 27 dudit texte qui stipule que «le représentant du gouvernement est chargé de présenter une proposition de loi devant la commission concernée au niveau de chacune des deux Chambres du Parlement», s'est vu greffer un alinéa stipulant que «le parlementaire, auteur de la proposition, ou le représentant des auteurs de la proposition, présente la proposition de loi devant la commission concernée au niveau de chacune des deux Chambres du Parlement».

Ce projet de loi traite également des propositions de lois qui, désormais, peuvent être formulées par un seul député ou sénateur et non par 20 comme c'est le cas dans la présente loi. Aussi, il concède le droit aux parlementaires (30 députés ou 30 membres du Conseil de la Nation) d'interpeller le Gouvernement sur une question d'actualité dans les 48 heures suivant sa recevabilité.

M. K.

إلى غاية أوت 2023.. مسؤول بنك الجزائر: إيداع نحو 500 مليار دينار في الشبايك الإسلامية

وسجل لغاية نهاية أوت من السنة الماضية، إطلاق خدمات الصيرفة الإسلامية من خلال 469 نافذة، وبلغ عدد الحسابات 600 ألف حساب، حسب ذات المسؤول.

وتأتي هذه الحصيلة بعد الترخيص لـ 11 بنكا ومؤسسة مالية بالجزائر لتسويق منتجات الصيرفة الإسلامية منذ أفريل 2020، تاريخ إصدار تعليمية تحدد العمليات البنكية وقواعد ممارسة الصيرفة الإسلامية بالبنوك والمؤسسات المالية بالجزائر، تم بعدها استقبال 20 طلبا، استنادا لذات المتحدث.

وبخصوص آفاق الصيرفة الإسلامية بالجزائر، قال بوالدين إن البنك المركزي يعمل حاليا على ثلاث نقاط أساسية تتعلق بـ«الإطار القانوني» و«الإطار التنظيمي» و«حوكمة البنوك»، مشيرا إلى إعداد مشروع القانون المصرفي والنقدي الجديد.

بلغت قيمة ودائع الصيرفة الإسلامية بالبنوك والمؤسسات المالية العمومية والخاصة 500 مليار دج منذ إطلاقها في سنة 2020 إلى غاية أوت 2023، حسبما كشف عنه، أمس، بتيبازة، المدير العام للقرض والتنظيم المصرفي ببنك الجزائر عبد الحميد بوالدين.

أوضح بوالدين في مداخلة له تحت عنوان «دور بنك الجزائر في دعم الصناعة المالية في الجزائر»، خلال أشغال مؤتمر دولي للمالية الإسلامية، نظم، أمس، بالمركز الجامعي لتيبازة، أنه منذ إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية سنة 2020 وإلى غاية أوت 2022، سجل ما يقارب 500 مليار دج كودائع لدى البنوك العمومية والخاصة. وأضاف ذات المسؤول، أن قيمة التمويلات خلال نفس الفترة بلغت 400 مليار دج لدى جميع البنوك والمؤسسات المالية الناشطة بالجزائر.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger